

Modernisation de l' Etat et Activité Entrepreneurale

Par M. Michalis GOKAS

La décision récente du Gouvernement de procéder à l' abolition, l' union et le transfert des Agences d' Administration Publique, Services de l' Etat appartenant à la Loi Publique et Services Corporées à la Loi Privée (qui s' occupent des affaires de l' Etat au lieu de l' Etat) doit, être caractérisée comme “nécessaire” et ayant une direction correcte.

Cette décision ne fait qu' illustrer les pensées des personnes Scientists, Politiciens. Cadres de l' Administration Locale, Chefs d' Entreprises, Citoyens qui ont déjà déclaré, il y a longtemps et avec plusieurs manières, leurs opinions concernant la restriction de l' “extension” des juridictions de l' Etat, pour le bien de l' Administration de l' Etat comme elle est dirigée par les personnes proches au Gouvernement et les citoyens aussi.

Premièrement (l' autre espère qu' il y aura un deuxième étape), certains départements de Service Public et autres appartenant à la Loi Publique et la Loi Privée qui se rapportent à 14 Ministères (Ministères de: Economie Nationale et Finance, Développement, Agriculture, Environnement, Ministère des Affaires Intérieures, Administration Publique et Décentralisation, Affaires Extérieures. Sécurité Sociale et Travail, Santé et Assistance, Sociale, Education, Culture, Ordre Social et Justice) ou fonctionnent indépendamment ou surveillés par autres Ministères. doivent être abolis, unis ou transférés.

La première conclusion qu' on peut tirée après avoir lire avec attention les données qui concernent les Départements, les Services et les Entités Légales qui doivent être abolis, unis ou transférés, est que “grosso modo” l' intervention pour la réduction des

juridictions de l'Etat, est limitée car ne touche pas les corps des activités (ceci n'a rien à faire avec les entités et la sécurité nationale) exercées additionnellement -sans obligation- ou n'aboutit pas à des solutions.

En ce qui concerne le dernier cas mentionné, on doit se référer au cas de NAT par exemple, qui continue au présent à exister sous la "surveillance" du Ministère de Marine Commercial, non transféré, par exception, au Ministère de Sécurité Sociale responsable aux affaires d' Assurance etc.

Pour ceux qui insistent à déclarer que l' Etat peut participer à n' importe quelle activité avec succès, activité entrepreneuriale y compris, il faut souligner ici qu' une recherche récente ayant comme sujet les raisons qui sont défavorables à la chute de l' inflation, a abouti à des conclusions qui montrent que l' inflation est "provoqué" par les entreprises publiques et les augmentations continues des factures émises par celles ci.

Il faut dire que l' époque où l' Etat avait le "luxe" et la "possibilité" de s' occuper de tout et avec succès est bien fini. Au présent l' Etat souffre des conflits provoqués par la compétition entre l' Etat et le Secteur Privé, et les agents du Secteur Privé entre eux et par conséquence n' a pas la puissance d' exercer une activité entrepreneuriale avec succès.

Cette activité entrepreneuriale est positive quand elle est exercée par l'initiative privée qui peut former des plans flexibles, les organiser et produire au succès.

Ce que le temps demande maintenant par l' Etat est l' organisation des Entreprises Publiques avec la meilleure façon. Car une administration Publique bien organisée est la condicio sine qua non pour l' exercice d' une activité entrepreneuriale avec succès.

Et il est bien connu en Grèce que le chef d' entreprise qui financièrement est un "sain" investisseur (celui ci est préféré par l' Economie et la Société- comme en Grèce), s' intéresse non seulement aux motifs de soutien financier qui lui sont offerts (comme un appât) pour réaliser un investissement en Grèce mais aussi à une Administration Publique effective, rapide, flexible et incorruptible comme celles déjà existées à d' autres Pays.

Et celle sorte d' Administration Publique est celle que le Pays doit avoir d' urgence, car l' Etat n' a pas les possibilités de remplacer effectivement, l' activité privée entrepreneuriale, et doit garder le rôle de coordinateur, qui fait la politique, inspire et détermine les forces productives de l' Etat, crée les conditions favorables et performances créatives, assure les conditions de crédibilité et sécurité, ayant comme but de répondre aux demandes des citoyens avec des ressources d' activité privée, et c' est pour les citoyens que l' Etat a été créé et a une raison d' exister...